OBS 1258_Mise en page 1 11/11/2026 12:21 Page 1

L'Observateur

Hebdomadaire indépendant d'Informations Générales paraissant tous les mercredis - N °1258 du 11 au 18 novembre 2026 Prix : 500 F CFA - 29ème année

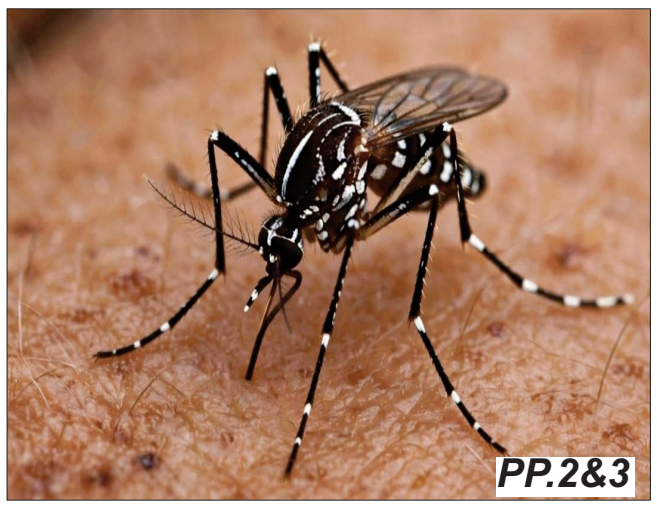
Mahamat Idriss Déby Itno

Chef d'État ou médiateur ?



Face à la crise sécuritaire et aux conflits intercommunautaires qui gagnent du terrain, le chef de l'État, Mahamat Idriss Déby a entamé une tournée dans le Tchad profond depuis le 7 novembre 2026. C'est bien dommage de voir aujourd'hui, le Président de la République descendre lui-même sur le terrain pour régler ces différends intercommunautaires. Des conflits dont les ficelles sont tirées depuis N'Djaména par certaines autorités administratives, civiles et militaires. Du coup, MIDI est devenu le Médiateur de la République, une institution qu'il a d'ailleurs confiée à un ancien opposant, Saleh Kebzabo. ***P.3.***

La dengue sème la panique dans la capitale



PP.2&3

Pourquoi le Tchad pourrait renouer avec l'appui militaire français ?



P.5

« Notre travail au CEDIRAA est source de vie (...)»



P.5

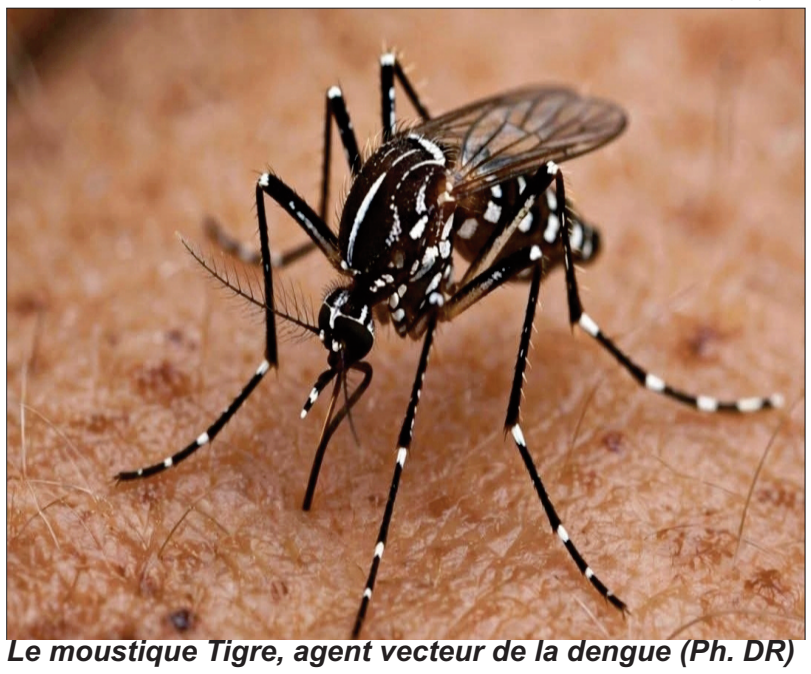
Vers l'effondrement de l'économie de Léré ?.....P.3.

OBS 1258_Mise en page 1 11/11/2026 12:21 Page 2

N'Djaména sous la fièvre :

La dengue sème la panique dans la capitale

Plus de 400 cas enregistrés, au moins 12 morts selon les données officielles. Les hôpitaux et les centres de santé sont surchargés, les familles angoissées. Face à la flambée, le Ministère de la Santé Publique bégaye. Partout, c'est la peur et la panique ! Entretemps, les cas ne font que grimper en flèche.



Le moustique Tigre, agent vecteur de la dengue (Ph. DR)

Il est 8 heures 30 minutes au CHU de l'Hôpital Général de Référence Nationale. La salle d'attente des urgences n'en est plus une. C'est une fourmilière fiévreuse. Des mères éventent leurs enfants brûlants, des pères tiennent des perfusions à bout de bras, faute de potence. L'air est lourd, chargé d'odeur d'antiseptique et de sueur.

«On est arrivé à 4 heures du matin. On nous a dit qu'il n'y a plus de lit», souffle Aïcha, 28 ans, en serrant contre elle Moussa, 8 ans. Son front est à 39,8°C, ses yeux injectés de sang, son corps couvert de petites taches rouges. Le diagnostic du médecin de garde tombe, sec : dengue sévère. *«J'ai peur, madame. On dit que les enfants en meurent. On dit que c'est le moustique qui nous tue.»* Aïcha n'est pas la seule à avoir peur. N'Djaména a peur.

Juste à côté d'elle, sur un lit, se trouve Bruno, abattu par la maladie de la dengue. *« La maladie m'a attaqué vers 22 heures. Je sentais la fièvre et j'avais tellement mal à la tête. J'ai dû prendre les paracétamols pour calmer mais en vain. A 4 heures du matin, j'étais obligé de venir à l'hôpital pour des soignes mais là, également ce n'était pas facile. J'ai patienté plus de 3 heures du temps pour qu'on me trouve un lit. Des tests et examens sans une réelle prise en charge si ce n'est que le paracétamol* », a-t-il expliqué.

400 cas, plus de 12 morts : le bilan qui explose

Officiellement, le Ministère de la Santé Publique reste discret et semble ne pas maîtriser la situation. Officieusement, les chiffres affolent les blouses blanches. Selon des sources hospitalières concordantes contactées dans 4 structures – CHU de HGRN, CHU de La Renaissance, Hôpital de l'Amitié Tchad-Chine et le CHU Le Bon Samaritain - plus de 400 cas suspects et confirmés ont été enregistrés depuis début octobre. Au moins 12 décès, dont 4 enfants de moins de 10 ans, seraient directement liés à la maladie.

La dengue. Une maladie que beaucoup de N'Djaménois confondaient encore il y a un mois avec un *« palu compliqué »*. Aujourd'hui, le mot est sur toutes les lèvres, dans tous les quartiers, de Diguel à Walia.

«Fièvre brutale, maux de tête atroces derrière les yeux, douleurs articulaires comme si on vous cassait les os, vomissements. C'est ça la dengue», explique un médecin-urgentiste qui requiert l'anonymat. *«Les gens arrivent tard, après s'être automédiqués avec de la chloroquine ou du paracétamol à haute dose, ce qui aggrave les hémorragies. Quand ils arrivent, ils saignent du nez, des gencives. On n'a pas assez de kits de diagnostic rapide, pas assez de solutés. On fait ce qu'on peut.»,* se lamente-t-il.

Au quartier Chagoua, où les eaux stagnantes des dernières pluies forment des lacs verdâtres, c'est la psychose. Les habitants ont ressorti les moustiquaires en plein jour. Les vendeuses de spirales anti-moustiques font fortune. «Chaque moustique est un ennemi maintenant. On ne dort plus. On surveille nos enfants», confie un chef de carré.

Un Ministère aux abonnés absents ?

Face à la montée de cette maladie, que fait l'État ? C'est la question qui fâche. Il a fallu plus de 3 semaines pour qu'une communication officielle du Ministre de la Santé Publique ne puisse être faite. Là, également, c'est pour donner les cas et appeler la population à la prévention et à la vigilance. Malheureusement, aucune campagne nationale de pulvérisation n'est envisagée dans la ville de N'Djaména. Bien avant cette déclaration du ministre de la santé en date du 2 novembre 2026, c'est la Délégation Sanitaire de N'Djaména, a signé un communiqué laconique en date du 24 octobre, appelant à *« la propreté ».*

Impuissance ou impréparation ?

Pour bon nombre d'observateurs, c'est à la fois, l'impuissance et l'impréparation du gouvernement à faire face à cette situation sanitaire préoccupante qui inquiète. *«Nous n'avons pas de plan de riposte dengue activé. Le système de surveillance est calibré pour le choléra et la rougeole. Nous manquons de réactifs, de laboratoires mobiles, de personnel formé à la prise en charge des cas sévères»,* avoue un cadre du Ministère sous couvert d'anonymat. *«Et surtout, nous n'avons pas anticipé l'urbanisation anarchique. N'Djaména est une fabrique à moustiques Aedes : pneus usagés, caniveaux bouchés, bidons d'eau non couverts.»*

Et pour ce cadre d'ajouter que le moustique tigre, vecteur de la dengue, pique le jour. Il aime la ville. Et N'Djaména lui offre un terrain de jeu idéal.

Que faut-il faire maintenant ?

L'heure n'est plus aux demi-mesures. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est claire : il n'existe pas de traitement spécifique contre la dengue, seulement une prise en charge symptomatique précoce qui évite la mort. Pour stopper l'épidémie, il faut agir sur trois fronts, et vite:

Premièrement, il faut dire la vérité et alerter. Le Ministère doit sortir de son silence, annoncer le bilan réel, lancer une campagne massive d'information en français, en arabe tchadien et en langues locales sur les symptômes et l'interdiction de l'automédication aux anti-inflammatoires.

Deuxièmement casser le cycle du moustique. Le Ministère de la santé doit organiser des opérations coup-de-poing de pulvérisation intra-domiciliaire et de destruction des gîtes larvaires quartier par quartier avec les communes. Il doit également obliger chaque ménage à vider, couvrir, jeter tout ce qui retient l'eau. C'est 80% du combat.

Enfin, troisièmement, soigner sans trier. Les autorités en charge de la santé doivent doter gratuitement les hôpitaux en Tests de Diagnostic Rapide (TDR) dengue, en solutés de réhydratation et former les agents de santé. Elles peuvent penser à ouvrir des centres temporaires de prise en charge pour désengorger le HGRN.

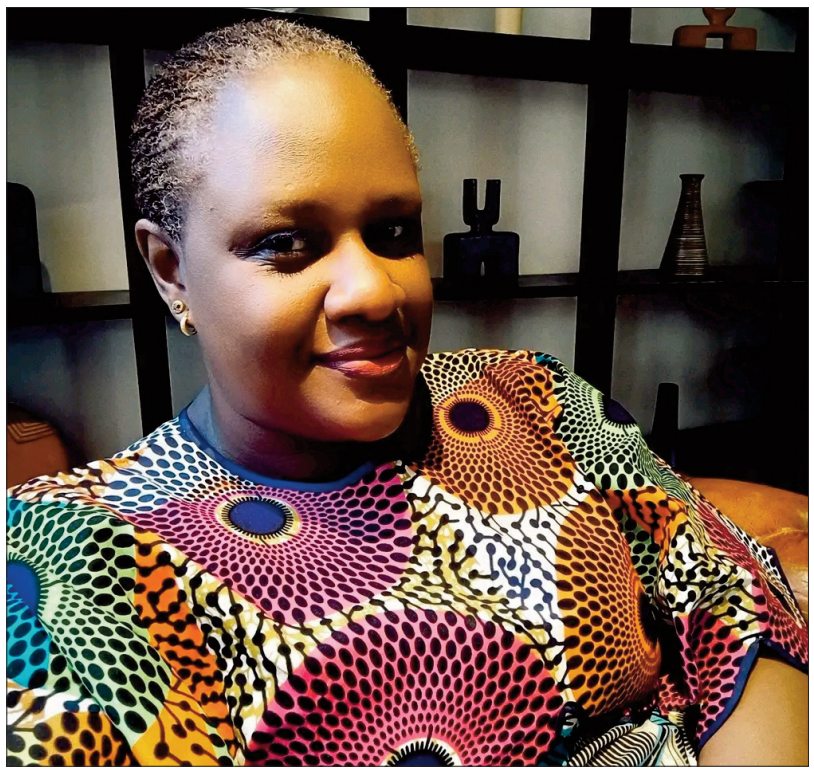
À 14 heures, à l'HGRN, Aïcha attend toujours un lit pour Moussa. Sa fièvre ne baisse pas. Dans la cour, une infirmière crie : *« Prochain dengue ! ».*

N'Djaména se gratte, N'Djaména transpire, N'Djaména a peur. Et la fièvre monte.

Nodjinan Michaël

Témoignage d'une victime

La maladie de dengue est une réalité. Sur sa page Facebook, dame Fatim TOURÉ, victime de cette maladie, a fait un témoignage très édifiant que nous voudrons bien publier pour le besoin de la cause. (Ndlr)



«J'ai demandé à tous les médecins que j'ai rencontrés quand j'ai retrouvé ma lucidité s'il y avait des études en cours sur la dengue, ses symptômes et ses séquelles. Parce que je trouve qu'on ne parle pas assez de cette maladie et de ses conséquences.

Un des médecins m'a dit qu'il a lui-même eu la dengue et que pendant 06 mois il lui arrivait d'avoir des micros black out. C'est-à-dire que 06 mois après il avait des absences ou tout devenait noir tout d'un coup.

Après 03 jours de maux de tête atroces où je n'avais aucune notion du temps, j'ai eu des maux de ventre tellement douloureux que j'ai passé une nuit en clinique. Je ne savais pas que les maux de ventre faisaient partie des symptômes de la dengue. Et j'ai l'endométriose donc je connais la douleur mais ça c'était un autre niveau... D'ailleurs les symptômes du début ressemblaient fortement à ceux de mes crises d'endométriose, c'est la fièvre qui m'a alerté... Heureusement.

Les médecins m'ont dit qu'il y a une forme avec des maux de gorge comme une grippe. Parmi les séquelles il y a des bourdonnements d'oreilles ou des gens n'entendent plus bien d'une oreille. D'autres ont comme des brûlures au visage ou des démangeaisons.

Mes plaquettes étaient tellement basses que j'ai frôlé une transfusion. Le médecin m'a demandé si je n'avais pas des vertiges. Les médecins m'ont dit d'éviter tous les objets tranchants parce qu'en cas de blessure je pouvais faire une hémorragie et même sans blessures, je pouvais me mettre à saigner d'un coup. C'était la veille de mon voyage en Côte d'Ivoire pour mon teambuilding, 02 jours après ma sortie de clinique... J'ai dû prendre 4 vols en 7 jours et assurer 03 jours de teambuilding. C'est une autre histoire que seul Dieu a rendu possible.

Je n'ai pas pu vivre les Récréatales et le SIAO. Je voulais juste survivre à cette maladie. Ça permet vraiment de relativiser et de connaître ses priorités.

Bref!

La phase critique est passée selon les médecins mais les rechutes sont plus graves que la première maladie donc je me préserve. Je crois que la dengue a horreur que tu crois que tu vas mieux. Dès que tu veux reprendre une vie normale: fatigue générale, insomnie, réflexion ralentie, maux de tête et courbatures, manque d'appétit, étourdissements, vertiges, maux de ventre, absences, bourdonnement d'oreilles, etc.

Aujourd'hui j'ai assuré une formation en ligne de 03 heures, on dirait qu'on m'a frappé... Mon repos continu. Je suis en convalescence et vous pouvez me joindre par OM, Wave ou virement bancaire, ça accélère ma guérison. De rien!

La dengue est une maladie très très très grave, douloureuse avec des séquelles innombrables à court, moyen et long terme et je trouve qu'on en parle pas assez. La dengue tue. Prenez soin de vous. La meilleure solution est de ne pas l'avoir mais si vous l'avez, surtout évitez l'automédication et suivez les recommandations des médecins. Buvez beaucoup d'eau, prenez des vitamines et priez fort.

Ma nièce dit que quand on guérit de la dengue on devrait dire J1 après la dengue quand on parle parce que c'est une résurrection. En tout cas, je ne veux plus retourner d'où je viens. J'ai encore plus compris que la vie est faite pour les vivant(e)s!

Que Dieu nous restaure.

Fatim TOURÉ

OBS 1258_Mise en page 1 11/11/2026 12:21 Page 3

Dossier

La dengue nous tue sous silence

Alors que la dengue sévit et secoue les N'djaménois dans l'indifférence ou l'impuissance apparente des structures sanitaires, le discours fataliste du « simple paracétamol » ne passe plus. Entre inertie institutionnelle, manque d'anticipation logistique et nécessité impérative de dynamiser la recherche et la prise en charge clinique, le Ministère de la Santé publique et le corps médical tchadien se trouvent à la croisée des chemins.

L'heure n'est plus au constat des dégâts, mais à une mobilisation générale pour sauver des vies. La recrudescence de la dengue à N'Djaména met en lumière une réalité implacable car nos dispositifs de veille épidémiologique et de riposte rapide montrent de graves failles. Transmise par le moustique tigre (Aedes), cette infection virale ne se limite plus à une simple note de bas de page dans les rapports sanitaires ; elle cloue au lit des centaines de citoyens, provoquant des fièvres brutales et des céphalées d'une rare intensité.

Pourtant, la réponse institutionnelle se heurte trop souvent à un attentisme déconcertant. Malgré les instructions officielles de pulvérisation spatiale et terrestre, la concrétisation sur le terrain tarde, piégeant les populations dans un sentiment d'abandon. Ce décalage entre la décision politique et son exécution opérationnelle pose frontalement la question de la chaîne de commandement et de l'allocation des ressources d'urgence.

Le défi de la prise en charge

L'un des griefs les plus profonds exprimés par les citoyens réside dans la pauvreté de la réponse clinique. Réduire l'accompagnement médical à la prescription systématique de paracétamol et à une hydratation renforce le désarroi des patients et pousse nombre d'entre eux vers l'automédication traditionnelle ou l'excès médicamenteux. Cette situation exige un réveil de notre système de santé.

Certes, la dengue classique est une viropathie dont le traitement est essentiellement symptomatique. Mais face à la souffrance des malades, la communauté médicale a le devoir d'innover dans l'accompagnement, d'intensifier la communication de prévention et d'assurer un suivi rigoureux pour prévenir les formes sévères. L'attentisme scientifique ne peut plus constituer une option : la médecine au Tchad doit faire preuve de pragmatisme, de rigueur et d'empathie clinique.

Impératifs d'action pour le Ministère de la Santé et le corps médical

Pour inverser la courbe et restaurer la confiance des citoyens dans leur système de santé, plusieurs chantiers s'imposent d'urgence. Il faut, de ce fait, transformer les *« instructions politiques »* de désinsectisation en opérations d'envergure immédiates, régulières et ciblées dans les zones touchées. Aussi, doter les centres de santé de protocoles de prise en charge homogènes et vigoureux pour soulager efficacement les symptômes aigus et rassurer les familles. S'il le faut, créer et stimuler les comités scientifiques et universitaires pour analyser les souches en circulation, adapter les réponses thérapeutiques aux réalités locales.

Informer, sensibiliser et guider la population à travers des campagnes grand public claires pour éviter les paniques et les dangers de l'automédication anarchique seraient très important. C'est ce qu'on appelle Communication de crise.

Comme tout le monde le sait, le Tchad a fait face à bien des crises par le passé grâce à la résilience légendaire de son peuple. Mais nos concitoyens méritent un système de santé qui prévient, soigne et protège avec diligence. Il est grand temps que l'action publique devance la tragédie.

B. Mathias

Economie

Vers l'effondrement de l'économie de Léré ?

Voies de communication dégradées, la Coton Tchad devenue Société Nouvelle, et l'Huilerie du Tchad, peinent à tourner. C'est seul le marché hebdomadaire de Léré qui constitue aa seule et principale source de revenus pour ce Département. Mais là aussi, les charognards entendez les collecteurs des taxes non homologués par les services des recettes de la Mairie, tournent autour pour asphyxier ces entrées qui auraient dû servir à la commune de la ville des Lamentins de se développer comme les autres. A ce rythme, on risque même d'assister à l'effondrement de l'économie du Département de Lac-Léré dans son ensemble.



Ici, le marché hebdomadaire de Léré

L'axe principal de Léré allant de part et d'autre vers Figuil la ville camerounaise (26 km) la plus proche de Léré et Pala le Chef-lieu de la Province Mayo-Kebbi Ouest, il est 8 heures ce jeudi 29 octobre 2026. Des camions gros-porteurs, des engins à deux roues et tricycles roulent à vive allure en dépit du mauvais état de la route, transportant des personnes et de leurs marchandises soulevant ainsi des poussières. Ce qui fait que les habitants de cette ville, respirent difficilement les jours du marché hebdomadaire. C'est dans ce remue-ménage que dame Chikiné s'est déjà installée sous son hangar. Autour d'elle, l'on peut apercevoir du haricot, de l'oignon, du gombo, de la farine de la céréale, bref tout ce qu'on peut consommer. Bien qu'il fasse encore tôt, un agent de la Police Nationale se pointe devant elle pour lui tendre un ticket afin paye l'argent de la taxe. N'ayant pas encore fait des recettes, la jeune s'en prend à l'agent surtout que ce jour-là, l'Exécutif de la commune s'est déployé sur le marché pour faire le suivi de l'acte interdisant aux faux collecteurs de soutirer de l'argent auprès des vendeurs, transporteurs qui viennent de l'étranger pour payer l'arachide ou le sésame. Et si celui-ci a été débouté par cette femme, d'autres comme lui pullulent le marché pour escroquer les paisibles citoyens qui ne cherchent qu'à assurer leurs pitances. Ceux-là, parcourent le marché tous les jeudis pour racketter de leur l'argent en lieu et place des agents dignement désignés à faire ce travail pour le compte de la commune afin de les verser au Trésor public. Parmi ces vautours, il y a des douaniers, des agents de la Garde Nationale et Nomade du Tchad (GNNT), des syndicats montent de toutes pièces. Entretemps, par défaut de moyens financiers qui prennent d'autres destinations car ces différents services ont leurs propres tickets donc l'argent n'entre pas dans les caisses de l'Etat, la Mairie ne peut plus intervenir dans les domaines de la santé, d'hygiène et éducatif pour soulager la population. Chose curieuse, c'est que comme sur l'ensemble du territoire national, Léré qui se trouve à un jet de pierre de la cimenterie de Baoré n'a pas d'infrastructures scolaires tant en qualité qu'en quantité pour permettre aux enfants d'étudier dans des bonnes conditions. Ainsi, dans certaines écoles les enfants étudient sous les arbres et assis même à sol.

L'axe Kélo-Pala-Léré qui a fait les beaux jours du Tchad est abandonné

Ce n'est pas seulement la mauvaise gestion des ressources qui peut conduire à l'effondrement de l'économie de la ville de Léré et partant de toute la Province du Mayo-kebbi Ouest, mais c'est aussi l'état de dégradation avancée de la route qui relie ces trois villes à savoir Léré, Pala et Kélo. En effet, voyager sur cet axe relève d'un véritable parcours du combattant. Ce qui fait que les transporteurs préfèrent éviter ce tronçon au profit d'autres. Car emprunter cette route, c'est voyager à ses risques et périls. Chaque année, on enregistre plusieurs accidents qui causent des pertes en vies humaines et matérielles. Et comme les opérateurs économiques ne sont pas les enfants de chœurs, ils n'osent pas prendre ce risque.

Ce qui constitue également un manque à gagner non négligeable pour la Province qui voit ses sources de revenus disparaître les unes après les autres. Alors que de mémoire d'hommes, l'on sait que pendant les années 1990, c'est sur cet axe que le Tchad à cause de son enclavement importe des produits manufacturés et autres biens en provenance du Cameroun et du Nigeria.

En tout cas, avec la ruine de la Coton Tchad et de l'Huilerie, c'est seul le marché hebdomadaire de Léré qui fait vivre cette ville. Et cela pour combien de temps ? C'est dire que l'effondrement de ce marché sera également celui de toute l'économie du département de Lac-Léré. Et comme le malheur ne vient jamais seul, les eaux de ce prestigieux Lac ne produisent pas assez de poissons depuis plus de trois ans. Ce qui amène les consommateurs à un changement d'habitude alimentaire car le poisson, est très prisé par les habitants mais il se fait de plus en plus rare dans leurs assiettes. Cela suscite de débats et d'interprétations dans cette ville. Si pour certains cette absence du poisson s'explique par le fait qu'il y aurait eu un déversement des produits chimiques dans les eaux du Lac, d'autres pensent que c'est la colère des ancêtres qui cause cette situation. Donc, il faut les implorer pour que la situation revienne à la normale. Vivement que toutes les options soient explorées pour que le poisson reprenne sa place dans les assiettes. Cela permettra à ce que les habitudes alimentaires ne changent pas brusquement et surtout que comme le Lamentin, le poisson est un symbole fort de cette ville.

Mbaïramadji GOLLAR
(De retour de Léré)

Éditorial

Un Chef d'État médiateur

Face à la crise sécuritaire et aux conflits intercommunautaires qui gagnent du terrain, le chef de l'État, Mahamat Idriss Déby a entamé une tournée dans le Tchad profond depuis le 7 novembre 2026. La première étape de cette mission l'a conduit dans la province de l'Ennedi Ouest. Notamment dans la Sous-préfecture de Torboul, où un conflit latent lié à l'accès à l'eau et pâturage entre deux communautés risque de dégénérer en un affrontement sanglant.

Comme nous l'avons souligné la semaine dernière, la situation sécuritaire à l'intérieur du pays devient plus préoccupante. Les foyers de tension naissent de partout. La majorité de ces différends qui opposent plusieurs communautés tchadiennes, ont pour origine la question d'accès à l'eau, aux aires de pâturages et les litiges fonciers.

Il est inconcevable qu'après 66 ans d'indépendance, et 23 ans d'exploitation de son pétrole, l'État tchadien n'est pas à mesure de construire des ouvrages hydrauliques pour sa population. L'élevage et l'agriculture sont toujours pratiqués de manière rudimentaire, pour ne pas dire à l'époque moyen-âgeuse. Les humains et les bêtes se disputent l'eau, qu'elle soit potable ou non.

Les gouvernants actuels préfèrent investir les ressources du pays dans l'acquisition des voitures luxueuses et dans l'armement. Des milliards de pétrodollars générés par l'exploitation du pétrole ont servi à enrichir des individus pour la plupart proches du sérail. La corruption, les détournements des deniers publics et les pillages à ciel ouvert sont légalisés au détriment de la bonne gouvernance.

Cette mauvaise gestion a comme corollaire la misère du peuple. Oui, le peuple tchadien est affamé, assoiffé, mal soigné, mal éduqué, mal logé… Malgré cette adversité, des milliers des Tchadiens, en particulier ceux du monde rural s'entredéchirer pour avoir accès aux ressources naturelles. Ce qui engendre dans la plupart des cas, des conflits intercommunautaires, agriculteurs et éleveurs.

C'est bien dommage de voir aujourd'hui, le Président de la République descendre lui-même sur le terrain pour régler ces différends intercommunautaires. Des conflits dont les ficelles sont tirées depuis N'Djaména par certaines autorités administratives, civiles et militaires.

Le ministre de la Défense, le ministre de la Sécurité publique et celui de l'Administration du Territoire ne cessent de se déplacer d'une localité à une autre pour réconcilier les parties en conflits. Malheureusement, aussitôt après leur passage, les hostilités renaissent de leurs cendres. Apparemment, l'approche avec laquelle ils traitent ces différends n'est pas efficace, ou soit elle est partiale et injuste.

Mais en prenant les choses en main, Mahamat Idriss Déby a-t-il une solution magique pour mettre fin à ces multiples conflits intercommunautaires, et agriculteurs et éleveurs ? Attendons de voir d'ici la fin de cette tournée, est-ce que ces conflits meurtriers et l'esprit de haine qui animent les Tchadiens ne resteront qu'un triste souvenir.

La Rédaction

Annonce...

RÉPUBLIQUE DU TCHAD
PRESIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
PRIMATURE
MINISTÈRE DES MINES, DU PÉTROLE ET DE LA GÉOLOGIE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES STRATEGIES ET DE LA PROSPECTIVE

جمهورية تشاد
رئاسة الجمهورية
رئاسة الوزراء
وزارة النفط والمناجم والجيولوجيا
أمانة الدولة
الأمانة العامة
إدارة الاستراتيجيات والتوقعات

N'Djamena, le 06 NOV 2026

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
AMI N° 002/PR/PM/MMPG//SE/SG/DSP/2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET/FIRME POUR UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ TECHNIQUE, ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DE LA MISE EN VALEUR DU NATRON ET DU GYPSE DANS LA PROVINCE DU BORKOU ET DU MARBRE DANS LA PROVINCE DU BATHA

1. Contexte et objet

Le Gouvernement de la République du Tchad a prévu dans son Budget général de l'État pour l'exercice 2026 une ligne de crédit pour financer le coût des prestations de la valorisation de certaines substances minérales dont l'intérêt économique et industriel est jugé particulièrement prometteur dans le cadre de la restructuration en cours du secteur minier, notamment le natron et le gypse de la Province du Borkou ainsi que le marbre de la Province du Batha.

À cet effet, le Ministère des Mines, du Pétrole et de la Géologie (MMPG) lance le présent Avis à Manifestation d'Intérêt en vue de constituer une liste restreinte de cabinets ou firmes qualifiés pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique, économique et environnementale relative à la mise en valeur de ces trois substances.

2. Consistance des prestations

Les services prévus au titre de ces prestations comprennent principalement :
(i) L'évaluation quantitative et qualitative des ressources de chacun des trois gîtes ;
(ii) La proposition, pour chaque substance, d'une méthode d'extraction, d'un procédé de traitement et du dimensionnement des unités de production ;
(iii) L'estimation des coûts d'investissement et d'exploitation, ainsi que l'analyse de la rentabilité économique et financière des projets ;
(iv) L'identification des impacts environnementaux et sociaux et la proposition des mesures d'atténuation correspondantes ;
(v) La recommandation d'un montage institutionnel et financier ainsi que d'un plan de mise en œuvre.

3. Composition du dossier de candidature

Le Ministère des Mines, du Pétrole et de la Géologie invite les cabinets et firmes intéressés à manifester leur intérêt pour la fourniture des prestations décrites ci-dessus. Les candidats devront fournir les informations démontrant leur capacité et leur expérience à exécuter la mission, notamment :
- Une lettre de manifestation d'intérêt détaillée, mettant en évidence leurs qualifications et leur expérience dans des missions comparables ;
- La présentation du cabinet ou de la firme (statut juridique, domaines de compétence, moyens humains et matériels) ;
- Les curriculums vitae et les copies des diplômes des experts proposés ;
- Les références de prestations similaires, appuyées de justificatifs (attestations de bonne fin d'exécution ou de service fait délivrées par les maîtres d'ouvrage, contrats, certificats de travail, etc.).

4. Critères de qualification

Pour être retenu, le cabinet ou la firme devra satisfaire aux exigences minimales suivantes :
- Justifier d'au moins trois (03) ans d'expérience pertinente dans des missions d'études ou d'assistance technique dans le secteur minier ;
- Justifier d'au moins deux (02) références de missions similaires, dûment attestées (contrats, attestations ou documents équivalents) ;
- Disposer d'une capacité avérée à intervenir en environnement institutionnel et à animer des processus de concertation multi-acteurs ;
- Disposer d'une équipe pluridisciplinaire d'experts, notamment en cartographie géologique, en évaluation des ressources minérales, en traitement des minerais et en études de faisabilité technico-économique ;
- Avoir une bonne connaissance du contexte géologique des provinces concernées.

Les cabinets ou firmes peuvent s'associer en groupement afin de renforcer leurs compétences respectives et d'augmenter leur chance.

5. Procédure de sélection

Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection sont conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la République du Tchad. À l'issue de l'évaluation des manifestations d'intérêt, une liste restreinte de candidats sera établie ; seuls les candidats retenus seront invités à soumettre une proposition technique et financière.

6. Informations complémentaires

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ainsi que les Termes de Référence de la mission à l'adresse indiquée ci-dessous, aux heures d'ouverture des bureaux : **du lundi au jeudi, de 09h30 à 14h30, et le vendredi, de 09h30 à 11h30.**

Secrétariat Général du Ministère des Mines, du Pétrole et de la Géologie

Avenue Taïwan – Quartier N'Djari – BP : 816/94 – N'Djamena (Tchad)

Tél. : (235) 66 28 34 45 E-mail : algadam1984@gmail.com

7. Dépôt des manifestations d'intérêt

Les manifestations d'intérêt, rédigées en langue française, devront être déposées sous pli fermé ou transmises par courrier électronique à l'adresse indiquée ci-dessus, au plus tard le **lundi 16 novembre 2026 à 09 heures 00,** avec la mention expresse :

« Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet ou d'une firme pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique, économique et environnementale de la mise en valeur du natron et du gypse dans la province du Borkou et du marbre dans la province du Batha ».

8. Ouverture des plis

L'ouverture des manifestations d'intérêt aura lieu le **lundi 16 novembre 2026 à 10 heures 00**, dans la salle de réunion du Ministère des Mines, du Pétrole et de la Géologie. Les candidats qui le souhaitent sont invités à assister à cette séance ou à s'y faire représenter.

Le Secrétaire Général

AHMED GUETT GOUBAYE

OBS 1258_Mise en page 1 11/11/2026 12:21 Page 5

Boko Haram, Tibesti, Soudan : pourquoi le Tchad pourrait renouer avec l'appui militaire français ?

Dans les prochains jours, des avions de chasse de l'armée française feront une brève « escale technique » au Tchad, dans le cadre d'« actions de formation » que la France mènera conjointement avec la Côte d'Ivoire et le Gabon. Cette annonce intervient après la visite de travail (mi-octobre 2026) du chef de l'État tchadien à Paris, Mahamat Idriss Déby Itno. Au cours de cette visite, de nouveaux accords de coopération militaire ont été signés avec son homologue français Emmanuel Macron.



Les chefs d'Etat français et tchadien lors de la dernière visite à Paris (Ph. DR)

Cette information, qui s'inscrit effectivement dans le sillage de cette visite et du renouvellement des accords de coopération militaire entre les deux pays, ne devrait pas surprendre au regard de cette nouvelle dynamique diplomatique. Force est de constater, cependant, qu'elle continue de susciter analyses, commentaires et conjectures de divers ordres. Certains de ces commentaires, souvent parmi les plus virulents, estiment que le Tchad fait ainsi un pas de plus pour s'installer dans le giron de la France, voire brade une *« souveraineté »* qu'il semblait avoir reconquise avec le départ des troupes françaises en janvier 2024. Confirmant cette information, un responsable tchadien est allé bien plus loin en affirmant qu'un retour de l'armée française est envisageable si le gouvernement de son pays l'autorise.

Préciser le contexte

Toutefois, au-delà du déchaînement des passions et des procès d'intention qui entourent ces annonces, il importe de préciser le contexte dans lequel elles ont été faites.

En effet, le Tchad, ce n'est un secret pour personne, est confronté à la recrudescence des attaques du groupe terroriste Boko Haram, notamment dans la région du Lac Tchad, que ces terroristes persistent à vouloir contrôler. Dans la nuit du 4 au 5 octobre 2026, 16 civils tchadiens ont perdu la vie dans cette région à cause de ces attaques terroristes. Déjà, le 21 septembre 2026, toujours sur le même théâtre d'opérations, 11 civils avaient trouvé la mort à la suite d'attaques menées par Boko Haram.

Outre Boko Haram, le Tchad est le théâtre de nouveaux combats depuis le 14 octobre 2026 dans la région productrice d'or de Miski, dans le Tibesti. Ces combats opposent l'armée régulière tchadienne au Comité d'autodéfense de Miski. Ces affrontements ont conduit à un déploiement massif de l'armée en hommes et en moyens logistiques.

Il importe de préciser que la province du Tibesti couvre une superficie de 220 000 km², alors que le massif du Tibesti s'étend sur 100 000 km². Des conflits de cette nature pourraient être exploités par des ennemis extérieurs du pays à des fins de déstabilisation interne.

S'il faut ajouter à ces crises, les répercussions humanitaires et sécuritaires du conflit soudanais dans l'Est du Tchad, ainsi que l'activisme criminel des groupes djihadistes dans le Sahel, il est manifeste que la perspective d'un redéploiement de l'armée française relève d'une décision de pur réalisme politique, voire géopolitique.

Le Sahel, épicentre de cette nouvelle donne géopolitique

Le Sahel est l'épicentre de cette nouvelle donne géopolitique, comme l'affirme une étude d'avril 2026 du think tank Policy Center for the New South intitulée La reconfiguration des alliances extérieures de l'AES. Une alternative à *« l'ordre occidental ». « (...) les pays sahéliens font face à une forte compétition d'influence entre les puissances occidentales, d'un côté, et la Russie et la Chine, de l'autre. Ils affirment une diplomatie d'"ouverture tous azimuts", marquée par la diversification de leurs partenaires du Sud. Cette politique vise à briser le face-à-face exclusif avec les anciens partenaires, tout en cherchant des alliances pragmatiques. Ces nouvelles alliances contribuent à élargir la marge de manœuvre diplomatique du Sahel. Toutefois, elles ne garantissent pas une autonomie effective si certaines conditions ne sont pas réunies. »*

Après l'échec du G5 Sahel, la France, voire l'Europe, ne pouvaient durablement s'accommoder d'une absence prolongée dans cette région éminemment stratégique pour leur propre sécurité. Absente de cette région, la France laisserait prospérer un foyer potentiel de déstabilisation pouvant avoir des répercussions sur son propre territoire, faute d'avoir anticipé certaines menaces. Cette absence prolongée serait d'autant plus difficilement concevable pour la France, comme pour l'Europe tout entière, alors que quasiment toutes les grandes puissances s'emploient à y prendre pied (Russie, États-Unis, Chine), voire certaines puissances moyennes comme la Turquie, qui renforce sa présence dans les pays de l'Alliance des États du Sahel, notamment au Niger. Or, le Tchad demeure pour la France un partenaire historique dans cette région en matière de coopération militaire.

L'Algérie, un partenaire stratégique pour l'AES

L'exemple le plus récent de cette dynamique d'investissement au Sahel est l'Algérie. Pour des impératifs économiques et sécuritaires, Alger et certains pays de l'AES se sont récemment engagés sur la voie de la normalisation de leurs relations.

Après le Mali, longtemps en froid avec l'Algérie, c'est désormais au tour du Niger de s'engager sur la voie d'une relation diplomatique apaisée avec son voisin algérien.

D'une part, les deux pays sont liés par un projet commun de gazoduc auquel est associé le Nigeria. Dans le même temps, le Niger est utile à l'Algérie, dont la sécurité intérieure pourrait être affectée par la situation sécuritaire à l'Est de la Libye.

Au regard de cet arrière-plan géostratégique, il reste désormais à voir dans le détail la mise en application de la feuille de route de cette coopération militaire renouvelée entre le Tchad et la France.

Éric Topona

Sœur Aurélie ROINÉ :

« Notre travail au CEDIRAA est source de vie (...)»

Après 7 jours d'intenses réflexions et de formation sur les addictions au Tchad, la Directrice du Centre Diocésain do la Recherche Action en Alcoologie (CEDIRAA), Sœur Aurélie ROINÉ et l'addictologue camerounaise Dr Marileine Kemme, ont animé une conférence de presse, le 10 novembre 2026, marquant la clôture des activités de la formation des soignants pour la mise en place d'un réseau national d'alcoologie.



De gauche vers la droite: Sœur Aurélie ROINE, Directrice du CEDIRAA et l'addictologue Dr Marileine Kemme

Une table-ronde intitulée *« regards croisés sur les addictions et leurs prises en charges-expériences du Cameroun et du Tchad »*, organisée au CEFOD le mardi, 03 novembre 2026, a ouvert ces jours denses de travail et de partages de connaissance. Les institutions autant gouvernementales qu'associatives ont pris à cœur cet événement. C'est ainsi que parmi les participants se trouvaient des représentants des Ministères de la Santé Publique et de la Prévention, de la Jeunesse et des Sports, de la Sécurité et de l'Action sociale, des représentants d'institutions et d'associations nationales et internationales engagés dans le domaine de la santé et de la prévention des addictions, sans oublier des soignants venus de diverses provinces du pays, ainsi que des patients experts.

Les riches interventions des deux médecins addictologues, Dr Marileine Kemme venue du Cameroun et Djimtolnan Yeungar Étienne du Tchad, ont favorisé une belle dynamique à cette matinée. Leurs apports, informe Sœur Aurélie ROINÉ, ont permis aux participants d'une part de *« sentir l'importance d'une stratégie nationale dans le domaine des addictions au Tchad et d'autre part de proposer des pistes concrètes pour sa mise en œuvre. »* Elle informe que, la synthèse de ce travail a été aussitôt mise à la disposition du Ministère de la Santé Publique et de la Prévention.

Après ce temps de réflexion, 31 soignants de neufs (09) Provinces du pays, entre autres : le Moyen-Chari, les deux Logone, les deux Mayo Kebbi, la Tandjilé, le Guéra, le Ouaddaï et N'Djaména, se sont retrouvés dans les locaux du CEDIRAA pour 06 jours de formation.

Pourquoi un tel temps ?

Le CEDIRAA est actuellement le seul centre du pays spécialisé dans la prise en charge des personnes dépendantes aux drogues, les plus consommées étant l'alcool, le tabac, le cannabis, le tramadol et le colorado.

« Nous hospitalisons en moyenne 5 personnes par mois, soit 60 personnes par an. 75% d'entre elles deviennent abstinentes. Alors, ce ne sont pas seulement 45 personnes qui vont mieux, mais des centaines de personnes autour d'elles retrouvent également le sommeil, la paix, la joie. », a souligné la Directrice du CEDIRAA, Sœur Aurélie ROINÉ. « Notre travail au CEDIRAA est source de vie. Quelle chance nous avons de pouvoir ainsi aider des personnes à se relever, à affronter les épreuves, à retrouver le goût de vivre », s'est-elle réjouit.

Cependant, combien de malades ne peuvent pas s'engager sur ce chemin de vie faute de soignants formés en addictologie pour les accompagner ? Combien ne pourront pas se libérer des drogues car ils n'ont pas les moyens de venir sur N'Djaména pour bénéficier des soins du CEDIRAA ? Les ravages des drogues n'épargnent aucune province. Combien d'enfants naitront handicapés par ignorance des mères qui intoxiquent leurs futurs enfants avec l'alcool ? *« Elles ne sont pas à blâmer, elles sont à sensibiliser aux Troubles du Spectre d'Alcoolisation Fœtale. »*, a-t-elle indiqué. Trop souvent, informe-t-elle, on enferme les personnes dépendantes de drogues sous des étiquettes comme *« alcooliques »* ou *« droguées »*, les rejetant, alors qu'il s'agit de frères et de sœurs malades. Et pourtant, selon elle, *« une personne malade a droit à des soins de qualité à proximité de chez lui. »*

Cette formation s'inscrit, selon elle, dans un processus de mise en place d'un réseau national d'addictologie, ce qui commence par un renforcement des capacités des soignants en cette spécialité médicale. En 40 heures, il n'est certes pas possible de tout aborder. Cependant, des bases sont posées et il est possible de construire dessus. *« Quelle joie de voir des soignants ainsi motivés pour apprendre, partager leurs expériences, réfléchir. »,* se réjouit la Sœur Aurélie ROINÉ.

Ils le savent, les obstacles sont nombreux, mais ils sont désormais mieux équipés pour accueillir, repérer, accompagner, soigner, orienter des personnes en souffrance à cause de la consommation d'une ou plusieurs drogues, et cela en diverses Provinces du pays.

« Ensemble, nous le croyons, nous pourrons mieux aider les personnes victimes des drogues. Là encore, 31 soignants, c'est peu à l'échelle du Tchad. Oui, mais ce petit groupe est déjà un socle, pour permettre à d'autres soignants de découvrir le domaine des addictions. C'est un chemin d'espérance pour les malades, et aussi plus largement pour le Tchad qui peut se réjouir d'avoir de tels soignants engagés. »

Sœur Aurélie ROINÉ termine en lançant un appel aux autorités : *« Ce qui est semé est beau, et peut porter de très bons fruits pour le pays. Merci de contribuer à la croissance du domaine des addictions et de la santé mentale au Tchad. »*

RNA

Annonce...

RÉPUBLIQUE DU TCHAD
****
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA PREVENTION
****
SECRETARIAT D'ETAT
****
SECERTARIAT GÉNÉRAL
****
UNITE DE GESTION DES PROJETS
****
CELLULE ACHATS ET LOGISTIQUE

Unité-Travail-Progrès

وحدة-عمل-تقدم

جمهورية تشاد
****
وزارة الصحة العامة والوقاية
****
أمانة الدولة
****
الأمانة العامة
****
وحدة إدارة المشاريع (و إ م)
****

N'Djamena, le

VISA AGF :

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°002 /MSPP/SE/SG/UGP/CAL/2026

OBJET : MISE EN PLACE DE LA LISTE DES FOURNISSEURS PREQUALIFIES AU PROFIT DE L'UNITE DE GESTION DES PROJETS (UGP) DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA PREVENTION (MSPP).

L'Unité de Gestion des Projets (UGP) lance un Avis à Manifestation d'Intérêts (AMI) en vue d'inviter les candidats intéressés à soumettre leurs dossiers de candidature pour la présélection des fournisseurs et prestataires qui seront amenés à fournir les biens et services ou à participer aux consultations restreintes que l'UGP aura à lancer pendant la période 2027-2028.

Cette initiative vise à améliorer la connaissance du marché, à faciliter l'identification des entrepreneurs qualifiés, à renforcer l'efficacité, la transparence et la compétitivité des processus de passation des marchés.

Les services concernés par l'AMI sont listés ci-dessous : réparties en onze (11) domaines d'activités constituant des marchés distincts :

1. **Outils d'impression (Imprimerie) ;**
2. **Entretien, réparation des véhicules, pièces détachées et pneus ;**
3. **Location salles et restauration,**
4. **Services traiteurs et connexes ;**
5. **Location de véhicule ;**
6. **Agences de voyages ;**
7. **Mobilier de bureau et équipements de bureau ;**
8. **Gardiennage et sécurité ;**
9. **Service de nettoyage et entretien des bureaux ;**
10. **Produits d'entretien et consommables divers ;**
11. **Quincaillerie générale.**

Ne peuvent soumissionner qu'au présent Avis à Manifestation d'Intérêt, les entreprises, fournisseurs, et divers prestataires légalement constitués conformément à la réglementation en vigueur.

La préqualification se déroulera conformément au décret 2130/PR/2020 du 15 Octobre 2020 portant code des marchés publics en République du Tchad.

Suite à la pege 7

Annonce...

La proposition, indiquant au plus un (1) seul domaine d'activité à la fois, devra obligatoirement être présentée sous pli fermé portant uniquement la mention :
« Manifestation d'intérêt pour l'inscription dans la base de données des fournisseurs de l'UGP pour les années 2027 & 2028, domaine…… à n'ouvrir qu'en Commission ».

Les Candidats intéressés peuvent obtenir les informations complémentaires relatives aux documents à fournir pour être inscrits dans la base de données des fournisseurs préqualifiés de l'UGP/MSPP à l'adresse suivante : **achats@ugpmsptchad.org.**

Les dossiers devront être déposés sous plis fermés à l'adresse ci-dessous : Secrétariat de l'UGP, Sis à N'DJARI non loin du CNJT (Conseil National de la Jeunesse du Tchad) au plus tard le 27…/11./2026 à ..12H

Les Soumissionnaires intéressés doivent fournir un dossier comprenant les pièces suivantes en copies certifiées conformes aux originaux.

- **Une attestation de non-faillite datant de moins de trois mois ;**
- **Une attestation de domiciliation bancaire ;**
- **Une attestation de non-exclusion des marchés publique délivrée par l'ARMP ;**
- **Une patente de l'année en cours ;**
- **Une carte fiscale ;**
- **Un registre de commerce ;**
- **CNPS**
- **Le Plan de localisation et une adresse complète (NB : adresse E-mail, Numéro de Téléphone, adresse physique obligatoire sous peine d'être rejeté) ;**
- **Une Liste de 03 références pour les expériences antérieures durant la période 2021-2026, justifiés soit par des attestations de bonne exécution, soit par les procès-verbaux de réception provisoire ou définitive ;**
- **Les états financiers certifiés des trois dernières années avec les clients antérieurs seront demandés aux candidats retenus seront demandés aux candidats retenus à l'issue des vérifications administratives et techniques.**

L'UGP encourage les candidats à postuler et rassure le traitement équitable des candidats.

N'Djamena, le 06 NOV 2026

La Secrétaire Générale du Ministère de la Santé Publique et de la Prévention
الأمينة العامة لوزارة الصحة العامة والوقاية"

REPUBLIQUE DU TCHAD * Unité - Travail - Progrès * NOUVELLE EDITION
Secrétaire Générale

Dr. TORALTA NODJITOLOUM JOSEPHINE
د. تورالتا نوجيتولوم جوزيفين

2ème édition du Forum National sur l'Emploi

La jeunesse au cœur de la politique de l'emploi

La 2ème édition du Forum National sur l'Emploi (FNE) a démarré le 10 novembre 2026, à l'hôtel Radisson Blu de N'Djaména. C'est une jeunesse en quête d'emploi et d'opportunité entrepreneuriale qui a répondu massivement présente à cette deuxième rencontre de l'emploi au Tchad.



Photo de famille des officiels après la cérémonie d'ouverture

Organisé par l'Office National pour la Promotion de l'Emploi (ONAPE), le Forum National sur l'Emploi (FNE) vise à offrir des opportunités d'emploi, et d'entreprendre à une jeunesse confrontée à la dure réalité du marché de l'emploi au Tchad. Aujourd'hui, le Tchad fait face à un défi majeur : une jeunesse nombreuse, dynamique et aspirant à un avenir meilleur, mais confrontée à un marché du travail qui peine à absorber les demandes.

Selon les données récentes, l'emploi informel domine très largement, touchant jusqu'à 90% des emplois jeunes en Afrique de l'Ouest. Face à cette réalité, l'ONAPE a conçu le FNE comme plateforme nationale de référence pour accélérer les politiques d'intermédiation, de renforcer l'employabilité des jeunes et créer des opportunités concrètes.

Placée sous le thème *« Promotion de l'emploi des jeunes vers les métiers d'avenir »*, la 2ème édition du FNE vise à faire un état des lieux de la mise en œuvre des recommandations du FNE 2024. De mobiliser au moins 2 000 opportunités d'emploi, dont 30% dans les filières vertes, notamment le stage, l'apprentissage, la formation et l'entrepreneuriat.

Pour le Directeur Général de l'ONAPE, Nassouradine Abakar Kessou cette édition est le prolongement des sept (7) actions du programme présidentiel consacré à la formation et à l'insertion professionnelle et économique. *« Derrière ces orientations, il y a des vies qui aspirent à changer : un jeune qui attend de pouvoir exercer ses compétences, une femme qui souhaite développer son activité, une famille qui espère vivre dignement du fruit de son travail »*, a-t-il souligné.

D'après le DG de l'ONAPE, deux espaces complémentaires marquent cette édition, à savoir la Bourse d'emploi et le village entrepreneuriat. *« La Bourse d'Emploi constitue un cadre privilégié de rapprochement entre les chercheurs d'emploi et les entreprises. À ce jour, grâce à la mobilisation de 147 employeurs, nous avons collectés 953 offres d'emploi et 1587 offres de stages. Le village de l'entrepreneuriat, quant à lui, offre aux porteurs de projets et aux entrepreneurs un espace de conseils, d'orientation et d'accompagnement, afin de les aider à transformer leurs idées en activités économiques viables, créatrices de richesses et d'emplois »*, a expliqué Nassouradine Abakar Kessou.

Dans son intervention le Ministre de la Fonction Publique, Mahamat Mbodou Mbami s'est interrogé sur quels métiers devons-nous préparer les jeunes aujourd'hui pour qu'ils puissent demain exercer leurs compétences et vivre de leur travail ? *« Un métier d'avenir est un métier dont les compétences devraient rester recherchées parce qu'elles répondent aux besoins d'aujourd'hui et de demain. À la lumière des projets du PND Tchad-Connexion 2030, dix familles de compétences méritent notre attention. Pour équiper nos territoires, nous aurons besoin de professionnels de l'électricité, du solaire et de la maintenance des installations, de spécialistes de l'eau, de la plomberie, du pompage et de l'assainissement. Il nous faut également des mécaniciens agricoles, d'engins et de techniciens de maintenance industrielle »*, a expliqué le Ministre de la Fonction publique.

Et Mahamat Mbodou Mbami d'ajouter que, pour développer les filières de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, et transformer au Tchad une plus grande part de la production, il faut former des jeunes aux techniques de production agricole – à l'irrigation, à la production des semences et aux conseils agricoles. *« Nous aurons également besoin de professionnels qualifiés en santé animale, de techniciens capables d'assurer la chaîne du froid et de spécialistes de la conservation et de la transformation du lait, de la viande et du poisson »*, devrait-il poursuivre.

Le Président d'honneur de l'Association mondiale des services publics de l'emploi, Camille Mouthe Abia, par ailleurs président de l'Association africaine des services publics de l'emploi a reconnu que le chômage des jeunes est plus qu'une réalité. Le chômage des jeunes sur le continent demeure lié à plusieurs facteurs, notamment l'inadéquation entre les formations et les besoins du marché, la faiblesse des investissements, le manque de transformation locale des matières premières et l'insuffisance du financement des politiques nationales de l'emploi.

6275 jeunes seront recrutés en 2027

Le Premier ministre Allah-Maye Halina, représentant le Chef de l'État, a livré le message du Président Mahamat Idriss Déby Itno qui s'articule autour des besoins de la jeunesse, de l'entrepreneuriat, de l'intégration à la fonction publique et des allègements fiscaux pour les jeunes entreprises. Mahamat Idriss Déby Itno, a instruit le gouvernement de procéder au recrutement de 6 275 jeunes diplômés à la fonction publique au titre de l'exercice budgétaire 2027 dont 6 170 directement par les provinces et pour les provinces.

Cette mesure s'inscrit dans la volonté des autorités de rapprocher les recrutements publics des besoins réels des territoires, dans les secteurs sociaux de base que sont l'éducation et la santé. Selon le message présidentiel, cette déconcentration doit permettre de renforcer les services publics dans les provinces, tout en dynamisant les marchés locaux de l'emploi. Le chef de l'État a toutefois insisté sur le respect des principes de mérite, de transparence et d'équité territoriale dans le processus de recrutement.

Au-delà de la Fonction publique, le Président de la République a annoncé une deuxième orientation axée sur le développement de l'emploi dans le secteur privé. Il a appelé à faire de l'État un facilitateur de l'investissement et de l'entrepreneuriat, à travers des mesures incitatives, l'allègement des contraintes fiscales et administratives, l'amélioration du climat des affaires et un meilleur accès au financement. L'industrialisation, la transformation locale des matières premières, l'économie numérique et la valorisation de l'artisanat figurent parmi les secteurs appelés à contribuer à la création d'emplois durables.

Nodjinan Michaël



Ces nombreux jeunes espèrent avoir d'emplois après le FNE

Annone légale

OFFICE NOTARIAL de Me TOUDJOUM M. Massiel
Notaire à N'DJAMENA
Avenue IDRISS MISKINE, Porte 436
B.P. 7338, Tél: (+235) 68 00 67 78/98 76 01 20
E-mail: etude.toujoum@gmail.com / etude.massiel@gmail.com
NIF.9037522Q

« GLOBAL ENGINEERING AND RESOURCES »
Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Au Capital social de: 1.000.000 Francs CFA
Siège social: N'DJAMENA, Quartier DJAMBAL-BARH, Tél. : (+235) 66 36 11 61
RCCM de N'DJAMENA n° TD-NDJ-01-2026-B13-01182.

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte authentique reçu0 par Maître TOUDJOUM M. Massiel, Notaire soussigné le 06/10/2026 à N'DJAMENA et enregistré en cette ville le même jour, sous le numéro VOL ACC13 FOL 0165 n°6191, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes:
Forme : Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle (SARLU).
Objet : Commerce Général ; Travaux génie civil, génie rural ; Hydraulique ; Archivage et Documentation ; Fournitures des équipements informatiques et sanitaires ; Energie (travaux d'électricité et énergie solaire).
Dénomination sociale : « GLOBAL ENGINEERING AND REOURCES » en abrégé ''GER'' SARL
Siège social : N'DJAMENA (Tchad), Quartier DJAMBALBARH Tél. : (+235) 66 36 11 61.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.
Capital social : Un Million (1.000.000) F CFA, divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de dix mille (10.000) Francs CFA chacune, entièrement souscrites et libérées par l'associé.
Gérance : Monsieur **FABRICE MADIAL**, de nationalité tchadienne est nommé Premier Gérant de ladite société pour une durée indéterminée.
Dépôt au Greffe : les pièces constitutives ont été déposées au greffe du Tribunal de Commerce de N'DJAMENA, sous le numéro TD-NDJ-01-20256-B-02077 à la date du 15/10/20256.
Immatriculation : La société a été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) de N'DJAMENA, sous le **n° TD-NDJ-01-20256-B13-01182** à la date du **15/10/20256.**

Pour avis et mention
Me TOUDJOUM M. Massiel, Notaire

L'Observateur
B.P. 2031 N'Djaména-Mosquée
Tél/Fax:(235). 22. 51.80. 05./63.66.03.24
Email: lobservateurjournal@gmail.com
Avenue Goukouni Weddey (Ardep-Djoumal)
Fondatrice: Mme Sy Koumbo Singa Gali
Directeur de Publication:
Bémadjita Ngaradoumbé Samory
(66. 76. 77. 78./ 92 35 46 29)
Le Rédacteur En Chef
Richard N. Alnoudjim
(66 93 99 02/92 97 06 76)
Service commercial: (66 62 18 69 / 95 61 05 06)
Imprimerie: Aubaine Graphic
2000 Exemplaires

102.7 MHZ
RADIO VISION FM
L'impact du futur

FM LIBERTÉ
LA RADIO DE RÉFRENCE
QUI FAIT LA DIFFÉRENCE
B.P. 4589 - Tél. +235.22.53.32.00 N'Djaména

Bulletin d'abonnement

Villes	6 mois (24 N°)	12 mois (48 N°)
N'Djam (au journal)	15.000 FCFA	30.000 FCFA
N'Djam (Portage)	20.000 FCFA	40.000 FCFA
Provinces	22.000 FCFA	44.000 FCFA
Afrique (CFA)	35.000 FCFA	70.000 FCFA
France&zone Europe	42 Euro	70 Euro
Reste du monde	50 Euro	90 Euro

Nos points de vente

N'Djaména
- Librairie la Source
- Pharmacie le Prestige
- Pharmacie la Croix du Sud
- Pharmacie la Kabia
- Pharmacie la Colombe
- Pharmacie Amigo
- Alimentation Ndjidja Tisso
- Établissement Abakar

En provinces

-Sarh: Pharmacie le Progrès
- Moundou: Librairie la Source
-Pala: Mr Bourgeois: 63 79 70 72
- Bongor: Vente à la criée